

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre du Revenu national): Je sais que mon collègue a le souci de l'équité. Le gouvernement a encouragé la recherche en précisant les lignes directrices pour la recherche et le développement et en prenant d'autres initiatives dans ce domaine. Je lui répète que le programme de CIRIS, comme le savent son parti et son chef, a été l'un des pires programmes qui aient jamais existés. Dans un souci d'équité, nous ne pouvions pas l'interrompre arbitrairement sans donner l'assurance que certains acquis seraient préservés. Nous veillons dans tous les cas possibles, y compris celui-ci, à contrôler de très près les résultats de ce programme avant de l'abolir complètement.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DES SERVICES SOCIAUX
DE LA SASKATCHEWAN

M. le Président: Je voudrais attirer l'attention des députés sur la présence dans la tribune de l'honorable Grant Schmidt, ministre des Services sociaux de la Saskatchewan.

Des voix: Bravo!

* * *

LES PARCS NATIONAUX

LE PARC NATIONAL PACIFIC RIM—L'OPPOSITION AU PROJET
D'INSTALLER UNE BARRIÈRE DE PÉAGE

M. Ted Schellenberg (Nanaïmo—Alberni): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Il sait sans doute que Parcs Canada projette d'installer une barrière de péage au Parc national de Pacific Rim dans ma circonscription. Les résidents des alentours pensent que cela nuira à l'industrie du tourisme, et que ce ne sera probablement pas rentable étant donné l'éloignement de cet endroit. Pourquoi une barrière de péage était-elle nécessaire dans le Parc national de Pacific Rim? Le ministre va-t-il revoir cette décision?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Il existe une politique générale, en place depuis longtemps, qui consiste à faire payer des droits d'entrée dans les parcs nationaux les plus fréquentés. En l'occurrence, nous appliquons cette politique parce que le Pacific Rim entre dans cette catégorie. Le gouvernement de la Colombie-Britannique et le député ont prétendu que, puisque le gouvernement fédéral doit au gouvernement provincial quelque 25 millions de dollars à propos d'affaires en suspens concernant ce parc, nous ne devrions pas faire payer de droits d'entrée avant que cette dette ne soit payée.

Dans quelques jours, je prendrai l'avion pour la Colombie-Britannique où je dois rencontrer mon homologue, Stephen Rogers, ministre de l'Environnement et des Parcs, afin de discuter de cette question. Je tiendrai certainement compte de l'avis du député lors de cette rencontre.

Questions orales

[Français]

LES PÊCHES

L'ENTENTE CANADA-FRANCE—ON DEMANDE QUI A PRIS LA DÉCISION

M. Fernand Robichaud (Westmorland—Kent): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et je ne fais que reprendre la question de mon collègue de Cape Breton—Richmond-Est.

La décision sur l'entente Canada-France sur les stocks de poisson a-t-elle été prise par le Cabinet ou par le Bureau du premier ministre?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Je pensais avoir déjà répondu à cette question. C'était une décision du gouvernement.

Mme Copps: Non, vous n'y avez pas répondu.

[Français]

M. Robichaud: Alors, monsieur le Président, je poserai ma question supplémentaire: *second verse same as the first!* Est-ce que le ministre voudrait bien répondre à cette question à laquelle nous croyons qu'il n'a pas répondu? Est-ce que cette décision a été prise par le Cabinet ou si elle a été prise par le Bureau du premier ministre?

[Traduction]

Une voix: On ne doit pas répéter les questions.

M. Mazankowski: C'était une décision du gouvernement.

* * *

L'IMMIGRATION

LA DÉCLARATION TÉLÉVISÉE DU MINISTRE

M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Ce dernier a évoqué avec fierté il y a quelques jours la pureté de la population et de la culture dans sa région du lac Saint-Jean et de la vallée du Saguenay. La question est simple. Le ministre va-t-il retirer ses propos racistes qu'il a tenus au nom du parti conservateur au réseau français de Radio-Canada?

● (1450)

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je me demandais quel député de cette Chambre aurait tant d'audace pour oser se servir d'une chose qui a toujours été traitée de façon attentive dans ce pays concernant les relations.

Je n'ai jamais, et le député devrait le savoir, référé d'aucune façon aux communautés d'immigrants ou de réfugiés ou à toute autre communauté culturelle de ce pays. Je demande à mon collègue d'avoir au moins la noblesse d'être capable de faire de la politique autrement que de cette façon.